



Éditorial

Assumer un syndicalisme de transformation sociale

Réinventer le syndicalisme et l'action collective !...

L'Union syndicale interprofessionnelle Solidaires, dont SUD Centrale Bercy est membre, a tenu son IVème congrès à Dunkerque début juin. Avec l'ensemble des 400 congressistes venus de toute la France, elle a réaffirmé sa volonté de construire un **syndicalisme différent** afin de rassembler les différences, de transcender les divergences. C'est sous le cerf-volant formé de ses drapeaux assemblés en un seul emblème qu'a été rappelé la nécessité de **lutter dans l'unité la plus large**.

... rendre coup pour coût aux «capitalistes qui nous coûtent cher»

Après des décennies de dénonciation du «libéralisme économique» et de la ritournelle de la «modernisation publique par la réforme, la réforme, la réforme...», il faut savoir changer de braquet en appelant «un chat, un chat» et parler de capitalisme libéré de toutes entraves réglementaires. Solidaires a donc lancé une campagne visant à «**rendre coup pour coût**» aux «**capitalistes qui nous coûtent cher**» à nous, salariés, précaires, chômeurs, retraités, tant ils veulent nous faire payer le prix de leurs choix spécieux et de leurs dérapages financiers.

... défendre les services publics

Pour mettre en oeuvre sa politique d'austérité le gouvernement, dans son rôle d'employeur des agents de la Fonction publique, supprime aveuglément des emplois, s'attaque aux statuts, gèle les salaires, impose la rémunération liée aux résultats individuels (IFSE). Ce faisant, il dépouille les services publics de leurs missions, organisant une régression sociale majeure.

Solidaires cherche à organiser la riposte unitaire afin de réaffirmer l'importance de l'État et de l'action publique sur le territoire afin de renforcer la justice et la cohésion sociales, socles indispensables à une société plus égalitaire.

... combattre les idées d'extrême droite et la place prise par le FN dans la vie politique locale, nationale, européenne

Quelles que soient les explications apportées à la marée montante des idées sectaires et ultra nationalistes traversant la société française et qui s'est exprimée lors des élections municipales et européennes, Solidaires affirme haut et fort son opposition résolue à toutes solutions discriminantes (anti-immigrés, anti-homos, sexistes...) pour faire face à la crise économique.

Là encore, elle dé-construit les idées d'extrême droite et prépare la riposte dans l'unité avec d'autres forces syndicales CGT, FSU regroupées au sein de **VISA (Vigilances syndicales antifascistes)** dont la permanence est accueillie dans les locaux de notre fédération Solidaires Finances, actuellement 2ème fédération ministérielle de Bercy. Osons l'affirmer, cet accueil honore toutes les composantes de Solidaires !

... affronter les enjeux écologiques

Pour ambitieuse que soit cette volonté affichée, elle n'en est pas moins légitime au regard des défis à relever et après des décennies de casse des équilibres écologiques. Dans cet esprit, avec d'autres groupes en mouvement (Alternatiba), Solidaires prendra toute sa place dans la préparation de la **conférence Paris Climat 2015**, afin de mettre en évidence les enjeux de justice climatique, de transition énergétique (abandon progressif du nucléaire notamment) et de solidarité internationale.

SUD Centrale Solidaires s'inscrit pleinement dans cette démarche.



Échos des luttes

Postiers du 92, de Loire atlantique, de Seine maritime, de Paris, d'Isère...

La liste des bureaux de poste en grève, depuis plusieurs mois parfois, ne cesse de s'allonger. Dans le 92, les grévistes exigent que les contrats précaires nombreux soient embauchés. Ailleurs, c'est contre les restructurations et pour la création d'emplois que la gronde éclate.

Martiale, la direction générale réprime. Entre effets d'annonce d'une vaste réorganisation du groupe La Poste en branches et décisions disciplinaires, il faut croire qu'elle cherche à mettre le feu aux poudres...

<http://www.sudptt.org/>

Grève à la SNCF

Beaucoup d'encre et de salive ont coulé sur les raisons de la grève reconductible à la SNCF, pourtant lancée afin de «**remettre le service public sur les rails**».

Le 19 juin, après 9 jours de grève, certains cheminots ont suspendu leur grève, tout en dénonçant dans un communiqué «*la posture du gouvernement et de la direction SNCF Ils ont aussi dénoncé les positions politiques des organisations syndicales CFDT et UNSA qui ont signé un pacte d'irresponsabilité avec le gouvernement qui va aboutir à l'ouverture totale à la concurrence*».

<http://www.sudrail.fr/>

DRH 2 réorganisée en 2012 et dysfonctionnements permanents...

◆ La DRH 2, sous-direction gérant toutes les situations administratives et la rémunération des agents de centrale, a été confrontée à une des réorganisations les plus importantes de ces deux dernières années, avec mise en place du CSRH imposé par l'ONP et déménagement à l'Atrium. Depuis, elle connaît de réels dysfonctionnements, sans que les conséquences s'en fassent ressentir sur la gestion administrative et la paie des personnels.

La volonté de faire face aux contraintes de tous ordres (paie, avancement, CAP de promotion, de recours évaluation, bonification, bonus) oblige souvent les gestionnaires à ne pas compter leurs heures...

Comité de suivi

En 2012, lors de l'examen du projet de réorganisation de la DRH 2, avec mise en place du CSRH, **SUD Centrale** et sa fédération **Solidaires Finances** ont demandé la mise en oeuvre d'un Comité de suivi AVEC les syndicats de Centrale.

Ce comité s'est réuni deux fois par an. Chaque fois, les enquêtes menées en interne, les ateliers pour élaborer des solutions aux difficultés vécues par les agents, ont démontré que les critiques et réserves des syndicats, quant à la raison d'être de cette réorganisation, étaient fondées. Le malaise social, les difficultés, l'absence de transversalité, le découpage des structures entre politique/pilotage et gestion quotidienne des agents sont avérés et déplorés par les agents de DRH 2 eux-mêmes.

Le 11 octobre 2013, un plan d'actions DRH 2 visant à éviter risques et dysfonctionnements a été examiné. Sa réalisation devait s'étaler entre l'immédiat et six mois,

Persuadé que cet échéancier était trop serré et que les mesures préconisées ne régleraient pas les problèmes réels de manque d'emplois et de réorganisation trop hâtive, **SUD Centrale Solidaires a demandé qu'un bilan des horaires variables (HV) et d'écrêtement des agents de DRH 2 soit effectué.**

Le 16 juin, l'étude comparée DRH 2/SG sur l'écrêtement des agents soumis aux horaires variables sur la période septembre 2012 - août 2013 nous a été présentée. Elle portait sur 216 agents répartis sur 4 binômes (36h 02, 37h 02, 38h 06, 38h 28 choisi par 74% des agents en HV - 75% fin 2013).

Étude sur l'écrêtement des agents

L'étude révèle que 159/216 agents (74%) sont écrêtés (heures effectuées mais non payées ni compensées) entre 1 à 12 fois/an :

- 52 agents le sont de une à deux fois/an
- 57 d'entre eux le sont de 9 à 12 fois/an
- les 50 restants le sont entre 3 à 8 fois/an.

Le nombre d'heures moyen écrêté par an et par catégorie : Cat A = 10,6 h ; Cat B = 3,8 h ; Cat C = 2,6 h ; sachant que la répartition des catégories d'emploi dans DRH 2 est la suivante: 30% de A, 57% de B, 13% de C et 82% de non-encadrants pour 18% d'encadrants toutes catégories confondues. Plus de la moitié des agents de la catégorie B, majoritaire, est écrêtée à tous les niveaux.

De manière évidente, la charge de travail et la dégradation des conditions de travail pèsent sur les agents de cette sous-direction. Les résultats de cette étude interne ont surpris et alerté les responsables de DRH 2. Ils ont affirmé vouloir corriger cette situation par de la formation à la gestion du temps, l'anticipation des pics d'activités et la mise en oeuvre d'une «charte de gestion du temps» spécifique... Pour nous, il s'agit d'«une cautère sur une jambe de bois» car, **la vraie solution passe par des emplois en nombre suffisant.**

Pire, la situation n'est guère enviable au sein du SG. Les statistiques comparées d'écrêtement entre DRH2 et le SG révèle que la situation pour l'ensemble du SG mérite toute notre attention, voire la saisine du CHS CT C. Et ce, bien au delà du DUERP.

Outils et analyses imposés par les syndicats qui ne peuvent rester sans suite...

Ces outils, comité de suivi, enquêtes internes... ont été mis en place à notre demande. Car, nos prises de position sont guidées par notre volonté de regarder les réalités en face, sans nous laisser prendre au piège des argumentaires et des discours lénifiants des responsables de la DRH lorsqu'ils justifient les réorganisations. Les résultats de ce travail étant probants, encore faut-il qu'il en soit fait quelque chose qui débouche sur des vraies solutions concertées. Alors, pour commencer, nous affirmons haut et fort :

Arrêt des suppressions d'emplois aveugles dans les directions support : à DRH 1, DRH 2, DRH 3, au SG/SEP1 et SEP2, au SIRCOM.... Tous ces services qui sont, par ailleurs, promis à un vaste projet ministériel de mutualisation...

Vigilance pour que la «gastronomie» ne déguste pas

Encore une «perle» organisationnelle : Actuellement rattachée au SG, la toute petite cellule en charge de la «Fête de la gastronomie» est menacée de rattachement à la sous-direction du Tourisme de la DGCIS, elle-même mise sous la coupe partielle du MAE...

Avec quelles conséquences pour les agents ? Risque de déménagement à la clé ? Où ? en ces temps d'interrogations vives sur les réaménagements au sein de la DGCIS qui résulteront de sa... nouvelle réorganisation d'envergure. Économies dérisoires d'emplois ? Affaire à suivre assurément...



ou la répétition à l'infini d'un modèle d'organisation

EPAF, la gifle du prix à payer

L'administration a beau jeu d'affirmer en boucle depuis 2010 que **le budget de l'action sociale est sanctuarisé**. En 2014, pour faire des économies dans le programme 218, le Secrétariat général et la DRH ont décidé que désormais les associations **AGRAF, ALPAF, EPAF, hébergées au Valmy, paieraient leurs loyers**. Face à la charge financière, l'EPAF «emménagerait» vers... Mairie de Montreuil. La rumeur a informé les agents : la GIFLE !



Exécution budgétaire 2013 du Programme 218 Savoir changer de point de vue

Groupe de travail «budgétaire», préparatoire au CT AC, le 24 juin pour examiner «l'évolution» (la régression !) des moyens des directions en 2013... Au sein du programme 218, le SG a perdu des emplois (-62) mais les organisations syndicales n'ont pas réussi à savoir ce qu'il en était sous-direction par sous-direction !

Aucune information non plus sur les structures dont «l'exécution constatée» dépasse le plafond d'emplois (+58). Et pour cause, puisque l'essentiel provient très certainement des effectifs pléthoriques des bureaux des cabinets... qui, pratiquement classés «secret défense», ne pourraient pas être divulgués.

Belle illustration de la volonté de l'administration de remplacer des emplois de gestionnaires (C, B et début du A) par des emplois de cadres de haut niveau... Belle aberration aussi car, comme disait un slogan de 1968, «la hiérarchie, c'est comme les étagères, plus c'est haut, moins ça sert»...

A noter, l'existence de «cabinets ministériels» fait partie des singularités françaises : dans beaucoup de pays, ce sont les services qui apportent savoir-faire et conseils à leurs ministres (Danemark, Royaume-Uni...). Les nôtres seraient capables de faire de même. Seul «avantage» (ou inconvénient ?) du système actuel : en quittant son service pour un cabinet, un cadre voit sa rémunération «s'envoler» pour un travail similaire. Si on ajoute le recrutement non statutaire d'experts de l'extérieur (clientélisme ?), on voit là toutes les sources d'économies qui seraient possibles pour préserver l'emploi des gestionnaires en poste dans les services !...

De la DGCIS à la DGE, préfiguration depuis 5 mois et concertation poussive



La DGCIS, créée en 2010 par fusion de 3 directions dans le cadre de la RGPP, se réorganise de fond en comble. Cette nouvelle réorganisation, cette fois dans le cadre de la Modernisation de l'action publique (MAP), a été préparée pendant neuf mois, au travers d'un «Projet stratégique», avec le concours du cabinet conseil Regouby.

La préfiguration de la nouvelle organisation a été annoncée au personnel concerné le 14 février au PMF. Les préfigurateurs ont été nommés et les agents ont du, depuis, se repositionner dans les nouveaux services sectoriels et transverses. Les agents ont été informés individuellement de leur affectation début juin.

Dans certains cas, les agents voient leurs activités supprimées ou transformées ; dans d'autres, ils postulent sur une bourse d'emplois interne.

Les militants syndicaux locaux ont été informés du processus à différentes étapes. Toutefois, ce n'est que le 20 juin, un an après son lancement, que les élus du personnel et les syndicats représentatifs de centrale ont été informés officiellement de ce projet d'ensemble. Jusqu'à présent, aucune information n'a été communiquée sur l'effectif cible par service et sur sa localisation géographique.

Pourtant, de fait, cette réorganisation touche les 1582 agents affectés dans les services centraux et dans les DIRECCTE/DIECCTE, dont ceux des pôles «Développement économique» dont les activités doivent être transférées aux régions via la nouvelle loi de décentralisation. Elle vise à bousculer les habitudes. Les modes de fonctionnement doivent changer nous a-t-on dit, afin «d'adapter cette direction générale confrontée à des enjeux économiques majeurs et à des entreprises en crise, aux contraintes budgétaires qui s'imposent à elle» (nombreuses suppressions d'emplois en 3 ans).

La qualité par l'absurde

L'IGPDE vient d'obtenir la certification ISO 9001... Problème : la recherche purement technique d'amélioration des processus s'est faite au détriment des agents qui ont vu leur savoir-faire et leurs compétences déniés.

Résultats : perte de sens, diminution des capacités d'initiative, détérioration des conditions de travail, augmentation des demandes de mobilité. Le «turn-over» en découlant a privé l'IGPDE d'une partie de sa mémoire et obéré ainsi, au final, la qualité des services rendus.

Plus globalement, **qu'en est-il de la démarche qualité des ministères ? S'inscrit-elle dans une recherche réelle d'amélioration conjointe des services rendus et des conditions de travail des agents ?**

Ou bien n'est-elle qu'une sorte de «cache-sexe» porté par l'administration pour accompagner ses projets de réorganisations réalisés, bien souvent, en dépit du bon sens ?...

En tout cas, belle démonstration par l'absurde : le malheureux exemple de l'IGPDE est là pour rappeler à tous qu'une authentique démarche de «qualité» ne peut réussir que si elle se fonde sur le respect des agents qui auront à la mettre en œuvre...

10 projets transversaux cohabiteront avec 5 services métiers et un secrétariat général renforcé. Le «mode projet» guidera le management et de «nombreux métiers évolueront de la gestion vers plus d'expertise...»

Ce changement de fond nécessitait que les deux instances institutionnelles, Comité technique et CHS CT de Centrale, soient informées bien en amont d'une telle évolution. Car, **les conséquences concrètes sur les emplois, les affectations des agents, la charge de travail/poste, les conditions et l'organisation du travail devaient être mis à plat avant.**

Ce n'est que face à la seule insistance de *SUD Centrales Solidaires* pour obtenir des informations sur les effectifs cible et le schéma d'implantation, que la DGCIS (de demain DGE) a finalement accepté de présenter son «projet important» pour avis au CHS CT Centrale du 2 juillet. Ce qui s'y passera conditionnera notre avis sur les textes officiels à paraître au JO, lors du Comité technique du 4 juillet.

Un autre syndicalisme est possible Cela dépend de vous !

Comme à leur habitude, bilan sociaux et rapports d'activité annuels (publiés sur Alize) vont vanter la qualité du dialogue social en mettant en exergue le nombre de réunions tenues... Mais le nombre seul est-il garant de la qualité ?...

En dépit des efforts déployés par notre syndicat et des rares avancées obtenues (cf. pages 2 et 3), les groupes de travail sont, le plus souvent, réduits à des «séances d'information tronquée qui se veulent «pédagogiques» car les organisations syndicales n'arrivent pas à obtenir la transparence la plus élémentaire sur les dossiers.

Ainsi, au cours du GT «budgétaire» du 24 juin, l'administration a continué à faire de la rétention d'information pour cacher des choix discutables (cf. page 3). Comment expliquer cette situation ?

Dans toute la Fonction publique, l'administration favorise le syndicalisme «d'accompagnement», conçu comme un simple rouage administratif, voire comme une «courroie de transmission» des projets gouvernementaux. En Centrale, ce syndicalisme, actuellement majoritaire, permet à l'administration d'avoir les mains libres pour porter tous les coups possibles aux agents.

Comment inverser la tendance ? SUD Centrale Solidaires vous invite à utiliser les prochaines élections professionnelles pour rendre des couleurs au syndicalisme sur Bercy, aux Finances comme dans l'ensemble de la Fonction Publique !

Le **4 décembre 2014**, des élections professionnelles sont organisées dans les trois fonctions publiques. Par leur vote, plus de 5 millions de fonctionnaires auront l'occasion de dire :

- ◆ «**NON**» aux attaques du gouvernement ;
- ◆ «**NON**» à la disparition des services publics de proximité, à la casse du statut, aux réorganisations ineptes, à la réduction des effectifs, aux dégradations des conditions de travail, au gel du point d'indice, à la perte de sens, au mépris,...

Le choix du syndicalisme que vous ferez le 4 décembre prochain sera déterminant pour votre avenir ! Par votre voix, et par celles des collègues que vous convaincrez, vous pouvez changer la donne. Votez pour un syndicalisme exigeant, conscient, déterminé à assurer la défense de l'intérêt individuel et collectif des agents ; pour un syndicalisme porteur des valeurs de justice sociale.

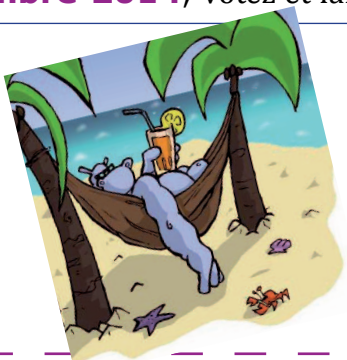
◆ **SUD Centrale Solidaires** est un syndicat à votre écoute, qui partage votre quête de respect et de «sens» ; un syndicat résolu à être votre «porte-voix» à tous les niveaux nécessaires.

◆ **SUD Centrale Solidaires** se bat aussi pour un mouvement syndical fort, unitaire, offensif, indépendant, internationaliste, écologiste et féministe car nous devons, ensemble, construire les mouvements sociaux nécessaires à l'indispensable et profonde transformation de la société.

Dès à présent, renforcez ce syndicalisme de justice sociale en prenant contact avec les militants de **SUD Centrale Solidaires** pour apporter votre pierre à l'édifice qu'il nous faut construire ensemble.

Le **4 décembre 2014**, votez et faites voter **SUD Centrale Solidaires** (au CTAC et en CAP)

Le **4 décembre 2014**, votez et faites voter **Solidaires Finances** au niveau ministériel (CTM)



SUD Centrale Solidaires vous souhaite des vacances heureuses et réparatrices pour pouvoir aborder la rentrée avec tout l'esprit de résistance nécessaire !

Bulletin de Contact

Je souhaite prendre contact :

Nom
Prénom
Grade/échelon.....
Service/site

Site internet
<http://www.sudcm.org/>

Bulletin d'Adhésion

Je souhaite adhérer :

Nom
Prénom
Grade/échelon.....
Service/site

A RENVOYER A
SYNDICAT SUD CENTRALE SOLIDAIRES
téléphones : 01 53 18 60 22 et 60 44
mail : syndicat-sud-centrale@syndicats.finances.gouv.fr